

# UN LOGEMENT POUR TOUS

**RASSEMBLEMENT Jeudi 11 Mai 17H30**

**ESPLANADE JEAN CAGNE**

Selon le dernier rapport de la Fondation Abbé-Pierre il y a en France **330 000 personnes sans domicile** et plus de **4 millions de mal-logés** faute de logements abordables en quantité suffisante.

Se loger coûte cher, c'est désormais **le premier poste de dépenses des ménages** (27,8 % en 2021 contre 20 % en 1990) et cela représente **40 % du budget des plus pauvres**. Et cette situation ne peut que s'aggraver avec l'explosion des prix de l'énergie.

Cela a des conséquences catastrophiques pour un grand nombre de familles. **Depuis fin mars (fin de la trêve hivernale) les expulsions peuvent reprendre.**

En France il y a **130 000 jugements d'expulsions locatives par an**. Les expulsions réalisées sont passées **de 6.337 en 2001 à 16.700 en 2019**. Le confinement avait stoppé les procédures en 2020 mais tout a repris en 2022. Et chaque fois c'est un cortège de souffrance, une vie en hôtel, foyer, chez des amis, de la famille et souvent à la rue.

Michèle Picard, Maire de Vénissieux, prend chaque année des arrêtés anti-expulsion, contestés systématiquement par le préfet. Avec ténacité, elle interpelle la justice. C'est son engagement contre le mal logement, contre la misère. La justice reste sourde pour l'instant pour les expulsions, alors que le droit a évolué dans le bon sens pour les coupures d'eau.

La revendication portée par bon nombres d'associations, par le PCF, **« Pas d'expulsion pour dette sans relogement »** reste actuelle pour des milliers de familles. Il faut encore se mobiliser, se battre pour faire bouger la justice !

On estime à plus de 260 le nombre d'enfants qui couchent dehors dans la Métropole de Lyon. Des mobilisations se font, notamment par le biais des écoles, quand les enfants sont scolarisés. Mais cela se heurte souvent au manque de places d'hébergement. Les 22 000 places d'urgence annoncées par la préfecture ne suffisent pas. C'est dire l'état de gravité de la situation.

# TOUT LE MONDE DOIT AVOIR UN TOIT LE TOIT EST UN DROIT

Emmanuel Macron c'était engagé en 2017 à ce que chacun soit logé dignement et à ce que plus personne ne couche à la rue. Cette promesse, comme celle de ne pas toucher à l'âge de la retraite, fait partie de son catalogue de mensonges.

Il y a de plus en plus de personnes à la rue et le « choc de l'offre » (de logement) promis par ce même Macron se transforme en une baisse constante de la part du PIB (Produit Intérieur Brut) consacrée à la construction. De 2,2 % en 2010 elle est passée à 1,5 % en 2021.

Après 5 années de ponction financière, le secteur HLM construit lui aussi moins d'habitations, alors que plus de 2 millions de demandeurs frappent à sa porte.

**A l'appel du Réseau d'Alerte et de Solidarité, soutenu par le PCF, RESF, LO, le Mouvement de la Paix, rassemblons nous nombreux**

## le 11 mai à 17h30, Esplanade Jean Cagne

**Exigeons une autre politique du logement pour que véritablement il n'y ait plus d'expulsion sans solution de relogement.**



## 4 MILLIONS

DE PERSONNES SONT NON  
OU MAL LOGÉES

## 14,6 MILLIONS

DE PERSONNES SONT  
FRAGILISÉES PAR LA CRISE  
DU LOGEMENT

